

À Bahreïn, l'Arabie saoudite réaffirme son leadership sur les monarchies du Golfe

Éclairage Pour Laurence Louër, chercheur au CERI, la dimension chiite de l'opposition n'est pas la seule raison de l'intervention militaire des Saoudiens et des Émiratis.

Antoine AJOURY
La situation s'est considérablement dégradée la semaine dernière à Bahreïn où le pouvoir a renforcé sa répression, qui devient de plus en plus musclée, contre l'opposition. Cette évolution est survenue après l'arrivée dans l'île de troupes saoudiennes et émiraties venues prêter main-forte à cette monarchie sunnite en proie à une révolte de la majorité chiite depuis le 14 février. De son côté, l'Iran a haussé le ton contre l'envoi de ces soldats qui font partie de la force commune du Conseil de coopération du Golfe (CCG), mise en place en 1984.

Pour Laurence Louër, chargée de recherche au CERI (Centre d'études et de recherche internationales) à Paris et spécialiste des monarchies du golfe Arabo-Persique, « Bahreïn est un protectorat saoudien depuis sa fondation. Et Riyad s'est toujours présenté comme le garant de la sécurité et de la pérennité de la dynastie en place avec l'assentiment de cette dernière ».

Il ne faut pas oublier, rappelle Mme Louër, que sur le plan économique, Bahreïn est dépendant de l'Arabie saoudite, puisque la majeure partie du budget de l'État bahreïni provient des revenus des puits de pétrole d'Abou Saafa, situés dans les eaux territoriales saoudiennes et où, officiellement, ces deux pays partagent leur souveraineté sur ces puits.

Dans les faits, ces gisements sont entièrement exploités par Aramco, l'entreprise pétrolière saoudienne, et Bahreïn n'a aucun contrôle sur les activités de cette compagnie qui lui verse la moitié des bénéfices.

« Si un jour les Saoudiens décident de fermer le robinet, le budget de l'État bahreïni sera durement affecté, d'où une certaine dépendance économique vis-à-vis de son grand voisin qui explique la marge de manœuvre extrêmement limitée du pouvoir, y compris et surtout dans son dialogue avec l'opposition », explique Laurence Louër. Et la chercheuse d'ajouter qu'il « y a certainement des lignes rouges qui ont été posées par les Saoudiens, en particulier quand le roi de Bahreïn, Hamad ben Issa al-Khalifa, s'est rendu il y a quelques jours en Arabie saoudite pour rencontrer le roi Abdallah qui ne peut pas accepter qu'un pouvoir chiite s'installe à ses portes ».

Un scénario qui serait profondément déstabilisant pour le royaume wahhabite, « en particulier pour sa propre population chiite qui réside juste de l'autre côté du pont reliant l'Arabie saoudite à Bahreïn ».

Toutefois, la dimension chiite de l'opposition n'est pas la seule raison de l'intervention militaire des Saoudiens et des Émiratis. Cette intervention répond par ailleurs « au refus qu'il puisse y avoir un mouvement de renversement d'un régime dans une des monarchies du CCG. Ceci est inacceptable et crée

rait un précédent », explique Mme Louër, qui note que ce qui se passe actuellement est tout de même inédit. Même durant la révolte de la jeunesse chiite entre 1994 et 1998, les Saoudiens n'ont jamais franchi le pont pour soutenir le souverain. Aujourd'hui, les deux régimes saoudien et bahreïni veulent frapper fort et montrer qu'il n'est pas du tout question qu'ils perdent le contrôle de la situation. « L'Arabie saoudite réaffirme ainsi son leadership sur Bahreïn et plus largement sur les monarchies du Golfe et les pays du CCG », estime Laurence Louër.

Le rôle de l'Iran

Les Iraniens, en revanche, ont depuis longtemps renoncé à jouer un rôle à Bahreïn. « Ils s'accommodent très bien de la dynastie d'al-Khalifa, et ne voient pas l'intérêt de la changer. Et puis ils ont déjà beaucoup de casseroles sur le feu, en Irak, au Liban, en Afghanistan. Clairement, Bahreïn n'est pas la priorité des Iraniens », ajoute-t-elle.

L'Iran ne pouvait pas rester tout à fait à l'écart de l'affaire bahreïne et ne pas réagir, mais une menace de manipulation iranienne reste limitée. Les Iraniens ne souhaitent pas entrer dans une confrontation directe avec l'Arabie saoudite, et ils feront très attention avec Bahreïn, qui est la chasse gardée des Saoudiens. Selon Mme Louër, « il faut donc relativiser la menace iranienne, même s'il est dans l'intérêt de Téhéran de suggérer qu'il pourrait faire quelque chose et qu'il a la haute main sur l'opposition chiite. Sur le terrain, ce n'est absolument pas le cas ».

La dimension chiite

Pour Laurence Louër, la dimension chiite de la révolte n'est peut-être pas la dimension principale de l'affaire. « Au cœur de ces révoltes, il y a essentiellement des problèmes socio-économiques. Il ne s'agit pas de conflits confessionnels, surtout à Bahreïn. » De fait, les revendications portent d'abord sur le chômage et l'emploi. Elles portent ensuite sur des points plus généraux comme la démocratie et la participation politique.

Certes, à Bahreïn la majorité des protestataires sont chiites, à l'image du pays où 70 % de la population est chiite. Bahreïn a également une tradition de mobilisation de la population chiite.

Mais les manifestants essaient toujours d'avoir un discours non confessionnel, alors que le pouvoir se place lui-même sur le terrain confessionnel. « Il est très clair aujourd'hui à Bahreïn que les mouvements qui dérivent de l'islamisme chiite sont au cœur de la contestation, mais ils essaient quand même d'avoir un discours qui concerne l'ensemble de la population, alors que, face à eux, le pouvoir organise des contre-manifestations, dont la plus importante est partie de la principale mosquée sun-

nite du pays et a été dirigée par un religieux sunnite », explique la chercheuse. Le pouvoir essaie, depuis plusieurs années déjà, de rassembler les sunnites autour de lui afin de constituer une base loyale à partir d'un discours qui consiste à dire qu'il y a une menace de débordement de la population chiite et que l'opposition est uniquement chiite et agit à partir d'une logique confessionnelle.

Ce qui n'est pas le cas d'après Laurence Louër, puisqu'il y a une tentative de l'opposition de dépasser cette problématique confessionnelle, même s'il ne s'agit pas de l'oublier complètement. « Il faut quand même savoir que dans la tête de nombreux manifestants chiites, il y a une discrimination à l'emploi, dans le secteur public en particulier parce qu'ils sont chiites et que le régime favorise les sunnites. Sans compter le problème des naturalisations, le pouvoir étant accusé de donner la nationalité bahreïne à d'autres

libération populaire », insiste la chercheuse. D'ailleurs, dans ce pays, les premières manifestations n'ont pas commencé dans la province est, mais dans des régions sunnites. La nouveauté est le nombre de pétitions circulant à travers le pays, dont la dernière qui date du 6 mars et a été signée par un groupe de jeunes appelée à la résolution du problème du chômage. « C'est une revendication socio-économique qui en dit long sur les mutations de ces sociétés du Golfe dans leur ensemble et en particulier en Arabie saoudite, à Bahreïn et à Oman. Il y a un changement social très large que j'appellerais la fin de l'État providence », affirme-t-elle. Aujourd'hui, il y a des problèmes socio-économiques qui n'existaient pas il y a une vingtaine d'années. Selon la chercheuse, ce qui s'est passé en Arabie saoudite n'est donc pas une conséquence de Bahreïn, puisqu'on est dans une situation démographique différente (les chiites en Arabie

À l'encontre d'une « exception arabe », les sociétés locales partagent des revendications universelles

Interview Elisabeth Picard, politologue et directrice de recherche au CNRS (Iremam), analyse les causes et les dimensions des révoltes dans le monde arabe.

Propos recueillis par Antoine AJOURY

Q- Quelles sont, selon vous, les causes de la révolte dans certains pays du Golfe ?

R- Bien sûr, c'est important de prendre en compte la composition confessionnelle (et ethnique - voir le cas algérien) pour analyser la révolte de chacun des pays de la région arabe. Mais cette composition a des effets sur les formes et les modalités que prend la révolte plutôt que sur ses causes.

Les premières causes de la révolte dans le Golfe sont communes à de nombreux États de la région arabe, riches ou pauvres, républiques ou monarchies. Elles sont de deux ordres :

- **La dimension politique** est la plus immédiate. À l'encontre d'une « exception arabe » invoquée depuis plusieurs décennies par les dirigeants locaux, les sociétés locales partagent des revendications universelles de respect des droits humains, de fonctionnement

élus sont en fait des clients du sultan Qabous. Cette fois-ci, ce qui est demandé de ces monarchies, ce n'est pas un simple remaniement ministériel, mais un changement constitutionnel instaurant un régime parlementaire.

La demande politique n'est pas très différente dans une république comme le Yémen où l'objectif prioritaire de Ali Abdallah Saleh était depuis 1978 de se maintenir au pouvoir à n'importe quel prix : guerre civile, alliances contre nature, répression.

- **La dimension sociale**, longtemps ignorée par les observateurs qui n'avaient d'yeux que pour le « danger islamiste », est décisive dans l'éclatement des révoltes et encore plus dans leur durée. Une génération arrive à l'âge adulte avec des attentes plus élevées que celle de ses parents car elle a eu un meilleur accès à l'éducation et elle est connectée à des réseaux sociaux. Or, le temps de l'État providence qui garantissait les services

remontent des postes dirigeants dans le public et le privé par les chiites (8 % de la population) aux dépens de la majorité ibadite (75 %). Au Yémen, la dimension confessionnelle se double d'une division régionale : le Sud unifié par la force en 1990 et les provinces limitrophes de l'Arabie saoudite restent les parents pauvres de la redistribution nationale.

Le système politico-économique des monarchies pétrolières est-il responsable d'une certaine manière de la grogne populaire ?

Devant la contestation grandissante, les dirigeants des États membres du CCG ont eu un réflexe de régime rentier : acheter la paix sociale en distribuant des subventions. L'Arabie saoudite a annoncé des aides sociales d'un montant de 35 milliards de dollars et Bahreïn, dont les ressources pétrolières sont taries, a promis une aide de 3 000 dollars à chaque famille. Même le Yémen, pays le plus pauvre de la péninsule Arabique, a décidé d'augmenter jusqu'à 25 % les salaires d'un million d'employés civils et militaires et annoncé la création de 60 000 emplois pour les jeunes diplômés.

Non seulement cette stratégie d'allocation a des limites - Bahreïn, Oman ou le Yémen ont de faibles réserves d'hydrocarbures -, mais elle ne fait que pallier des difficultés économiques qui vont aller croissant et souligne un déficit de projet d'avenir de la part des gouvernements autoritaires. Surtout, elle fait des sociétés locales des sociétés d'assistés (disempowered) sans pouvoir de participation au développement de leur pays. Dans ce sens, la rente aura constitué une « malédiction » tant pour l'économie que pour la démocratie dans la région.

Ce qu'il faut dans les pays du Golfe, c'est une séparation du politique et de l'économique, du politique et du judiciaire ; et un nouveau contrat social qui rééquilibre les pouvoirs et les responsabilités entre État et sociétés.

La contestation à Bahreïn peut-elle atteindre d'autres pays de la région ?

La contestation dans chacun des pays reçoit un fort écho dans le monde entier jusqu'en Chine car les problèmes de mal développement, de corruption et de sous-emploi sont hélas les plus répandus dans le monde. Mais l'écho est particulièrement fort dans la région arabe où les sociétés partagent une mémoire commune et les mêmes référents culturels, et où les gens communiquent intensément grâce aux nouveaux médias. Après des décennies de plomb, la peur change de camp et un mouvement social comme celui de Bahreïn a un puissant effet sur le réveil des sociétés de la région.

S'ajoute l'identification des chiites de toute la région aux chiites de Bahreïn dans un contexte où la compétition entre les puissances régionales (Iran vs Arabie saoudite) est

stigmatisé en termes de conflit entre chiites et sunnites. Face au durcissement de la répression, l'émotion populaire est relayée par des médias omniprésents et les manifestations de solidarité font monter la tension.

C'est sans doute en Arabie saoudite que le risque de « contagion » est le plus fort puisque la province orientale riche en pétrole (al-Qatif) est peuplée majoritairement de chiites (10 % de la population du royaume).

C'est ce qui explique la nervosité d'une partie de la famille régnante à Riyad et son empressement à envoyer des troupes au secours de la monarchie bahreïne submergée par la détermination des manifestants de la place de la Perle. Malgré l'embaras de leur allié américain (la promotion de la démocratie et le déploiement de la Ve Flotte sont quelque peu contradictoires), les dirigeants du CCG s'emploient à protéger leurs régimes plutôt qu'à construire leurs États.

Mais on pourrait dire la même chose de la République islamique qui s'accommodait bien jusque-là de la situation des Arabes chiites à Bahreïn, à Qatar, etc, et développait des échanges fructueux avec les petites monarchies du Golfe.

Encore une fois, les identités confessionnelles existent, mais elles deviennent « toxiques » quand elles sont instrumentalisées par les pouvoirs régionaux qui invoquent des droits humains et une démocratisation dont ils privent leur propre population.

Y a-t-il une possibilité d'ouverture démocratique dans les monarchies du Golfe (élections, vraie représentation parlementaire, etc) ? Dans quelles mesures, les régimes en place vont-ils avancer dans les réformes ?

L'envoi de contingents militaires du CCG à Bahreïn et la violence de la riposte des troupes loyales à Ali Abdallah Saleh au Yémen montrent que les régimes en place ont une capacité de reprise en main autoritaire à court terme (au moyen de forces de police équipées et entraînées par les pays occidentaux). Grâce au prix élevé des hydrocarbures, ils peuvent assortir le blocage des revendications populaires de gratifications sociales et de mesures de libéralisation économique (qu'il ne faut pas confondre avec une démocratisation).

Mais, à plus long terme, ils auraient tort d'espérer s'en tirer à si bon compte et faire l'économie de réformes structurelles. Les mutations sociales et en particulier le poids de la jeunesse, conjugués avec une circulation irrépressible des informations et des modèles politiques, ont soulevé une lame de fond dans les pays arabes à partir du séisme tunisien. Il ne s'agit plus comme à la fin de l'Empire ottoman ou dans les années nassériennes de l'aspiration confuse et contrôlée des élites mais d'un mouvement de masse averti et déterminé.



L'Arabie saoudite a dépêché lundi dernier un contingent militaire à Bahreïn, à la demande de son petit voisin, en proie à une révolte de sa majorité chiite. Les manifestants bahreïnis ont dénoncé une « déclaration de guerre ».

sunnites du monde arabe pour augmenter leur nombre dans le pays. Ces derniers travaillent notamment dans les services de sécurité (armée et police) », affirme-t-elle.

L'Arabie saoudite

En Arabie saoudite, la situation est différente. Le royaume, jusqu'à présent, n'a pas été le théâtre de rassemblements aussi importants que ceux de Bahreïn. « On n'est pas du tout dans le même type de processus », estime Mme Louër. Les manifestations qui ont eu lieu dans la province orientale d'Arabie, où il y a une forte concentration chiite, ont été extrêmement limitées en nombre et dans les revendications qui étaient principalement des demandes de libération de prisonniers chiites. « La stratégie du courant majoritaire du chiisme saoudien reste toujours celle du dialogue, qui veut avancer pas à pas pour une meilleure acceptation des chiites en Arabie. On n'est pas dans une stratégie d'émeute ou de mo-

soudite ne représentent que près de 8 % de la population). Si on s'en tient aux chiites, on voit qu'ils ont des stratégies complètement différentes.

En tout cas, explique Mme Louër, la réponse du roi Abdallah a été de mettre en place un train de mesures sociales, la création d'une assurance chômage, la création de nouveaux emplois dans le secteur public, et une amélioration du système de subvention du logement. « On ne voit aucune ouverture politique », note-t-elle.

La situation est bien différente à Bahreïn où une libéralisation politique a eu lieu en 2002, avec notamment une légalisation du débat public et l'autorisation d'association. Mais en même temps, il y a eu un verrouillage du système politique. « Il est clair que la dynastie au pouvoir veut en rester là. On ne voit pas comment le pouvoir peut aller plus loin que cela. Le régime est donc prêt à jouer la politique du pire », conclut la chercheuse.

de l'État de droit, de liberté d'expression et de participation politique au moyen d'une représentation librement élue au sein d'une assemblée qui ne serait pas une chambre d'enregistrement. Contrairement à ce que disent certains dirigeants locaux (voir l'interview au New York Times de Baqar el-Assad, le 31 janvier), la démocratie n'attend pas pour être octroyée que les peuples soient mûrs. Elle se construit à travers des institutions légitimes et des pratiques libres.

Dans les pays du Golfe, la question de l'alternance est cruciale : la démocratie suppose qu'une force politique puisse accéder au pouvoir et aussi qu'elle puisse être renvoyée pour un temps dans l'opposition. Or des monarchies, comme celle des al-Khalifa à Bahreïn, règnent sans partage depuis des décennies, sans rendre de comptes à la population et sans écouter les critiques des parlementaires. À Oman, la Constitution de 1996 a fait du Parlement une instance dépolitisée dont les

de santé, d'éducation, etc, et l'accès à un emploi, est révolu. Le chômage qui touche 15 % des actifs dans les pays du Conseil de Coopération du Golfe frappe bien plus encore les jeunes.

- **La dimension confessionnelle** : dans une société divisée en groupes de solidarité religieuse et où les partis politiques à programme sont rares et faibles car souvent interdits, le pouvoir et les richesses sont inégalement partagés entre groupes d'identité.

Pour se maintenir à la tête de l'État, le groupe dirigeant conteste l'appartenance nationale des groupes qu'il marginalise : c'est le cas des dirigeants sunnites à Manama qui insinuent que les chiites de Bahreïn (70 % de la population) ne sont pas de vrais Bahreïnis ou en tout cas qu'ils sont manipulés par l'Iran. En retour, les chiites dénoncent l'octroi illégal de la nationalité à des sunnites étrangers, souvent recrutés dans la police. C'est aussi le cas du sultan Qabous qui favorise à Oman l'accapa-

L'opposition assouplit ses revendications à Bahreïn

Contestation Reprise timide à Manama après une semaine de paralysie.

Les principaux mouvements d'opposition à Bahreïn ont assoupli leurs conditions pour un dialogue avec les autorités du royaume après la répression des manifestations en faveur de changements politiques et sociaux.

Emmenés par le Wefaq, principale force chiite du pays, ces mouvements d'opposition réclament désormais la libération de tous les prisonniers arrêtés depuis mercredi, la fin de la répression engagée ce même jour et le départ des troupes envoyées lundi dernier par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis en soutien à la famille régnante sunnite.

« Favorisez l'instauration

d'un climat sain pour permettre d'engager un dialogue politique entre l'opposition et le gouvernement susceptible de placer notre pays sur la voie d'une véritable démocratie l'éloignant de l'abîme », écrivent-ils dans un communiqué. Les opposants demandent aussi aux autorités de ne plus attiser les divisions confessionnelles et de retirer les forces qui encerclent depuis plusieurs jours l'un des principaux hôpitaux du pays.

Le respect de ces exigences ne ferait que ramener Bahreïn à la situation dans laquelle il se trouvait avant le début du mouvement de contestation en février.

Les mouvements d'opposi-

tion formulaient jusqu'à présent des exigences plus ambitieuses, notamment la formation d'un gouvernement qui ne soit pas dominé par des membres de la famille royale et l'élection d'une commission chargée d'amender la Constitution du pays.

Les autorités de Bahreïn ont tenté de donner le sentiment d'un retour au cours normal des choses ce dimanche, après une semaine de vives tensions.

À l'appel des autorités, les fonctionnaires sont retournés au travail, mais le secteur privé largement dépendant du tourisme se montrait encore timide après les violences de la semaine dernière. Dimanche, la circulation était fluide dans

le centre de la capitale et de nombreux commerces étaient encore fermés.

Les clients se pressaient dans les banques qui ont rouvert, et les employés avaient à rattraper le retard accumulé.

Le couvre-feu a été allégé, et les écoles et universités ont été invitées à rouvrir leurs portes après plusieurs jours de fermeture. Certains centres commerciaux ont rouvert et le nombre de barrages a été allégé dans les rues, même si des hélicoptères continuaient à survoler la capitale, notamment les quartiers chiites.

L'enterrement ce dimanche de Khalil Radhi, l'un des quatre manifestants décédés la

semaine dernière, a toutefois été la source de nouvelles tensions. Plus de 2 000 personnes ont manifesté à Sitra, le village chiite dont il était originaire, et réclamé la chute du régime en même temps qu'elles lui rendaient un dernier hommage.

Peu après l'enterrement, le Wefaq a annoncé la mort d'un homme arrêté deux jours plus tôt par les forces de sécurité.

Enfin, Bahreïn a expulsé le chargé d'affaires iranien, a déclaré une source diplomatique. « Il a été prié de partir. L'ambassadeur iranien avait quitté auparavant. C'est dû aux tensions entre les deux pays », dit la source.

(Source : agences)



Plus de 2 000 personnes ont manifesté à Sitra, lors de l'enterrement hier de Khalil Radhi, l'un des quatre manifestants décédés la semaine dernière.

AFP Photo/Joseph Eid